



SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 JUILLET 2022
Délibération N° 2022-076-DC

Date d'affichage : 13 juillet 2022	Le sept juillet deux mille vingt-deux à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 30 juin deux mille vingt-deux.
Effectif statutaire : 81	Membres présents : Jackie GOULET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Sébastien CAILLEAU, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Éric POEHR, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY
Membres en exercice : 80	
Quorum : 1/3 27	
Présents : 47	
Excusés / absents : 33	
dont pouvoir(s) : 16	Excusé(s) : Sylvie PRISSET, Frédéric MORTIER, Anatole MICHEAUD, Christian RUALT, Sophie TUBIANA, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Jean-Philippe RETIF, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Laurence CAILLAUD, François BREE, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAGOURDEAU, Patricia VILLARME
Nombre de votants : 63	
Secrétaire de séance : Fabrice BARDY	
Date de transmission au contrôle de légalité :	
	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : Sylvie PRISSET à Béatrice BERTRAND, Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Eric TOURON, Jean-Philippe RETIF à Jackie GOULET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE à Marc BONNIN, Gilles BARDIN à Jackie GOULET, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, François BREE à Eric POEHR, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT à Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE à Marc-Antoine NERON, Sylvie TAGOURDEAU à Astrid LELIEVRE

ALTER ENERGIES - PRISE DE PARTICIPATION FINANCIERE DANS LA SAS LAMPA DEDIEE AU PORTAGE D'UN PROJET DE METHANISATION A DURTAL

Par délibération, en date du 8 avril 2022, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies a approuvé, après avis du Comité d'engagement de la Société, la prise de participation financière de la SAEML dans la SAS LAMPA dédiée au portage d'un projet de méthanisation à Durtal.

La prise de participation financière d'Alter Energies est envisagée pour un montant maximum de 425 000 euros réparti en apport en capital social pour 25 000 € et 400 000 € sous forme d'avances en compte courant d'associés.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés :

La SAS LAMPA a été créée le 1er juin 2018, d'abord structuré en association, le collectif est né en 2015 d'une volonté de ces agriculteurs de développer un projet de méthanisation collectif agricole de territoire. Le groupe a été également invité à cette réflexion par les élus locaux.

Désireux de développer un projet de méthanisation et conscient du potentiel agricole local, ce collectif a exploré le secteur de Durtal et ses alentours tant en termes de gisement que de valorisation énergétique (réseau de distribution de gaz naturel GRDF). C'est donc sur la base d'un projet à 15 exploitations en injection de biométhane que LAMPA repose désormais depuis 5 ans.

La totalité des exploitations associées au projet sont réunies dans un rayon moyen d'environ 5 kilomètres de l'unité de méthanisation. Les exploitations impliquées sont toutes à profil élevage : lait, bovins viande (avec une dominance de pâturage), volailles, porcs, chevaux.

Le projet d'implantation se trouve à l'ouest de Durtal, à environ 1 km de l'A11 et de la zone d'Activité des Portes d'Anjou, sur la route de Daumeray (D859).

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

- Valoriser le potentiel énergétique des effluents d'élevage,
- Conforter les élevages en y associant un complément de revenu (vente de biométhane) et réduire l'empreinte carbone,
- Optimiser la valorisation agronomique et le volet logistique des effluents par une gestion collective des transports, stockages et épandages,
- Produire des énergies renouvelables et tendre vers l'autonomie énergétique : Injection de biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel, autoconsommation photovoltaïque (Projet à court terme)

Le tonnage total du gisement à traiter en moyenne (Lisiers, Fumiers, Ensilage méteil/herbes, CIVE...) est de 92,4 T/jour.

Le taux de Matière Sèche (MS) de ce gisement est en moyenne de 19%.

Après ajout de 500 T/an d'eaux de lavage le taux de MS de la ration à incorporer est de 18,7%.

Il est précisé que le réseau de distribution géré par GRDF dessert la zone d'Activité des Portes d'Anjou et la commune de Durtal. Ce réseau est alimenté par 2 postes GRTGAz, l'un étant situé dans la zone d'activités. La parcelle est éloignée de 1 100 ml du réseau, en longeant la RD859.

Le raccordement du projet au réseau gaz Moyenne Pression B (MPB) de Durtal nécessite une extension de réseau de 1 100 ml en PE pour un coût de 207 500 €. Avec la réfaction de 40%, le coût à la charge de LAMPA est ramené à environ 124 500 €.

La pression du biométhane en amont de l'installation d'injection devra à tout moment être comprise entre 5,5 et 8 bars.

L'investissement prévisionnel pour ce projet a été estimé à **9 217 231 €**.

Le financement de l'opération est prévu avec une part de fonds propres sous forme de capital, de compte courant d'associés, des subventions de l'ADEME et la Région et le solde par emprunt :

Financement	
<u>Fonds propres/Quasi-fonds propres</u>	
CAPITAL SOCIAL Membres fondateurs SAS LAMPA	375 000 €
CAPITAL SOCIAL SAEML Alter Energies	25 000 €
CAPITAL SOCIAL Financement participatif Fond Vert LAMPA	25 000 €
<i>dont apport CS de 14 membres fondateurs SAS LAMPA : 4,2 k€</i>	
CCA Financement participatif Fond Vert LAMPA	315 000 €
<i>dont apport CCA de 14 membres fondateurs SAS LAMPA : 18,5 k€</i>	
CCA SAEML Alter Energies	400 000 €
Subventions ADEME/Région	786 000 €
<u>Prêt bancaire</u>	
Prêt LT Installation (13 ans ; 1,2 %)	7 193 731 €
Prêt mat transport et épandage MT (7 ans à 0,7%)	97 500 €
9 217 231 €	

La structure de portage et la répartition du capital :

Nom de la société	LAMPA
Type de société	SAS
Capital social envisagé à terme	425 000 €
Nombre d'actionnaires envisagé	17

La participation d'Alter Energies est donc répartie ainsi :

Accusé de réception en préfecture 049-200071876-20220707-2022-076-DC-DE Date de télétransmission : 13/07/2022 Date de réception préfecture : 13/07/2022	Fonds propres Alter Énergies	425 000 €	%
	Actions	25 000 €	6 %
	Avance d'associé (CCA)	400 000 €	94 %

Il est précisé que le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies a approuvé cette prise de participation financière sous réserve de la purge de tout recours contre le Permis de Construire ou l'arrêté d'autorisation ICPE ou de la fourniture d'un contrat d'assurance recours validé par les organismes bancaires financeurs du projet.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Energies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Energies du 8 avril 2022 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Aussi,


Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré décide :

- **D'APPROUVER** la participation financière de la SAEML Alter Energies au capital de la SAS LAMPA dédiée au portage du projet de méthanisation à Durtal pour un montant maximum de 425 000 € réparti comme suit : 25 000 € en capital social et 400 000 € sous forme d'avances en compte courant d'associés.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Energies.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour : 62 – Contre : 0 – Guy Bertin ne prend pas part au vote

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »